

Combien Hollande a-t-il reçu pour le 15 janvier ? La conférence d'Alger, 1973, prévoyait des récompenses...

written by Christine Tasin | 9 janvier 2017



Admirez le défilé des Arabo-musulmans à la fin de la conférence d'Alger, en ce 28 novembre 1973. Juste deux hôtessees, en tout début de video, non voilées... Et oui, en 1973, les Arabo-musulmans n'osaient pas tout, pas encore, prêts à faire semblant pour obtenir la tête d'Israël et l'islamisation de nos pays...

« Après la guerre israélo-arabe de 1973, le sommet arabe qui se réunit du 26 au 28 novembre à Alger réitère les objectifs des pays arabes face à Israël, et notamment la libération totale des terres conquises en 1967, libération de la Jérusalem arabe et refus de toute atteinte à la souveraineté de cette dernière, rétablissement des droits nationaux du peuple palestinien. Le 28 novembre, l'OLP est reconnue à Alger par la Ligue arabe comme le « seul représentant légitime du peuple palestinien ». »

Texte accompagnant la video de l'INA ci-dessus...

Le sommet d'Alger a donc accouché d'un texte dont voici un extrait, très clair, montrant que les Etats seront récompensés en fonction de leur soutien à la cause arabo-palestinienne. :

2. « To continue the use of oil as a weapon in the campaign, in view of the resolutions of the oil Ministers and the link between the revocation of the ban on oil exports to any country and the commitment of that country to support the just cause of the Arabs. To establish a committee, subordinate to the oil Ministers, which will follow up the implementation of these resolutions and those of the oil Ministers with regard to the percentage of the cut in oil supply, so as to arrive at

coordination between this committee and the committee of Foreign Ministers of the oil-producing countries in respect of the development of the positions of other countries vis-à-vis the Arab cause. »

Selon la résolution des ministres, le pétrole est toujours considéré comme une arme, ainsi que le lien de cause à effet entre la révocation de l'embargo sur l'exportation du pétrole et l'engagement des pays importateurs à soutenir la juste cause des Arabes. La création d'instances consultatives rattachées aux ministères du pétrole, qui devront suivre les directives de ces ministères quant à la proportion de la baisse de fourniture de pétrole de façon à coordonner les directives des ministères des affaires étrangères des pays producteurs, en fonction des efforts que les pays clients feront vis à vis de la cause Arabe.

Traduction par Laveritetromphera

Tout cela est inscrit dans l'ensemble du processus Eurabia, « dialogue » euro-arabe. Les pays de la Communauté européenne se sont engagés à soutenir la politique arabe contre Israël, en échange d'accords économiques avec les pays de la Ligue Arabe, et notamment en échange d'un pétrole peu cher.

Le soutien à la politique arabe consistait à la fois en engagement politique et économique contre Israël (ce que fait Hollande depuis 2012, récapitulatif ci-dessous) et en islamisation des pays européens grâce à une réforme commandée par les Arabo-musulmans, réforme de nos livres d'histoire, de nos programmes scolaires, de l'enseignement de l'arabe et de l'immigration musulmane censée être favorisée et accueillie les bras ouverts...

Combien donc Hollande a-t-il reçu pour les abominations dont il est coupable à l'égard d'Israël depuis moins d'un an ? Et

notamment : vote de la résolution de l'UNESCO niant l'implantation juive historique à Jérusalem, vote au Conseil de Sécurité de l'ONU de la résolution 2334 qui retire à Israël tout droit sur la vieille ville de Jérusalem et enfin, l'apothéose, la réunion du 15 janvier.

<http://resistancerepublicaine.com/2017/01/05/15-janvier-hollande-assene-un-coup-terrible-aux-juifs-francais-a-la-france-et-a-israel/>

<http://resistancerepublicaine.com/2016/11/29/hollande-etiquette-les-produits-israeliens-pour-faciliter-leur-boycott-et-inciter-a-la-haine-contre-les-juifs/>

<http://resistancerepublicaine.com/2017/01/04/trump-reconnait-jerusalem-comme-capitale-de-letat-juif-et-dit-merde-a-une-fatwa-vieille-de-36-ans/>

Voici ce que nous écrivions en novembre dernier :

En 2011, la France a soutenu la demande palestinienne de devenir membre de l'UNESCO.

Les Palestiniens exploiteront ultérieurement leur statut pour cajoler l'organisation

dans le but d'islamiser Jérusalem tout en rendant difficile la connexion des Juifs et des Chrétiens avec la ville sainte.

En 2012, la France a soutenu une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies qui accordait à « l'État de la Palestine » le statut d'état observateur non membre des Nations unies.

En 2014, la France a soutenu une résolution proposée par des pays arabes à l'UNSC qui aurait imposé à Israël une période limite d'un an pour l'établissement d'un État palestinien. La motion a été rejetée parce que le bloc pro-arabe n'a pas pu obtenir les neuf votes nécessaires pour l'adoption par le corps de 15 membres.

En 2016, la France s'est jointe au bloc musulman à l'UNESCO dans l'adoption antisémite d'une résolution qui adoptait des théories de conspiration et prétendait que les Juifs avaient installé des « tombes factices » dans des cimetières musulmans. **La résolution a en outre, de façon perverse et mensongère, exclusivement cité les saints lieux juifs par leurs noms musulmans** et a condamné Israël pour diverses transgressions purement inventées.

Avec ou sans le consentement d'Israël, la perfidie française continuera d'agir selon son plan infâme. Mais le plan français se heurtera à un mur de briques faute de recevoir l'appui des États-Unis. À cet effet, Monsieur Vimont doit se rendre aux États-Unis la semaine prochaine afin de coordonner ses efforts avec le gouvernement Obama.

Depuis longtemps, la politique des États-Unis s'est opposée aux résolutions des Nations unies qui visaient à imposer des décisions à l'allié résolu de l'Amérique et seule démocratie du Moyen-Orient, Israël. L'opposition à toutes actions anti-Israël aux Nations unies reste pratiquement unanime au Congrès et les deux candidats à la présidence ont aussi exprimé leur opposition à employer les Nations unies comme outil de coercition contre Israël. Quoiqu'il en soit, des rumeurs laissent entendre que Obama pourrait bien y réfléchir.

Selon un [article](#) du *Wall Street Journal*, Obama pense à plusieurs options pour mettre en œuvre des mesures anti-Israël au cours des semaines qui lui restent à la présidence durant la période de transition. De loin, l'option la plus délétère à la disposition de Obama serait d'employer l'UNSC pour exécuter ses désirs. **Un tel comportement impliquerait nécessairement la France, qui soumettrait un projet de résolution anti-Israël, préalablement présenté lors d'une**

conférence internationale, qui serait facilement adopté à l'UNSC. Obama demanderait alors à son Ambassadeur Samantha Power de s'abstenir, permettant ainsi l'adoption de la résolution.

La menace par Obama de ne pas tenir compte des vœux du Congrès en se plaçant aux côtés de la France et en impliquant les Nations unies doit être prise très au sérieux. Le tort politique infligé à Israël par une telle résolution de l'UNSC serait immense et compliquerait encore davantage les tentatives d'obtention d'une résolution satisfaisante du différend.

<http://resistancerepublicaine.com/2016/11/12/les-ennemis-disrael-dont-hollande-et-Obama-affutent-leurs-couteaux-pour-detruire-letat-juif/>

Lire également pour en savoir plus ce passionnant et terrible article de Jean-Pierre Bensimon

François Hollande a promis l'enfer à Israël

Il y a quelques mois, la France a voté une résolution de l'UNESCO effaçant les liens historiques entre le judaïsme et Jérusalem. Puis devant le tollé, elle s'est simplement abstenue sur une seconde mouture du même document négationniste.

Elle vient de voter à nouveau le 23 décembre, au Conseil de Sécurité de l'ONU cette fois, la résolution 2334. Outre une pluie d'accusations infamantes, ce texte rédigé par Ramallah, qui retire à Israël tout droit sur la vieille ville de Jérusalem et même sur le Kotel, n'a pas fait tiquer l'Élysée. C'est que la diplomatie française a pris depuis longtemps la tête d'une guerre diplomatique impitoyable contre Israël, en fait une guerre contre la paix au Moyen-Orient, on le verra.

Dans les jours qui viennent cette guerre va connaître un nouveau paroxysme. Le 15 janvier, un énorme procès public d'Israël, réunissant nous dit-on 70 pays, va se tenir à Paris, on appelle cela l'« Initiative française. » Le lendemain, le 16, l'acte d'accusation unanimement approuvé la veille sera vraisemblablement ratifié par le Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne sous la forme d'une Déclaration commune, et le 17 celle-ci pourrait donner matière à une nouvelle résolution, peut-être sous le chapitre 7, adoptée dans la foulée par l'ONU avec la bénédiction d'un Obama à trois jours du départ.

<http://fim13.blogspot.fr/2017/01/francois-hollande-promis-lenfer-israel.html>